

Noeîn & Cie.

EXPERTISE

BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Veille stratégique bi-mensuelle

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité · Diaspora · Sud Global

ÉDITION N°07

Vendredi 19 juin 2026

La présente note est adressée à son destinataire à titre strictement personnel et dans le cadre du cercle restreint constitué par Noeîn & Cie pour la diffusion de son Bulletin d'Information Afrique. Elle réunit des analyses géopolitiques, économiques, institutionnelles et cyber portant sur l'actualité africaine de la période écoulée. Toute reproduction, retransmission, citation publique ou exploitation commerciale, partielle ou intégrale, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Président Fondateur. Les opinions et analyses qui y figurent engagent leurs auteurs et ne sauraient être attribuées aux institutions auxquelles ils sont par ailleurs liés.

Deve Maboungou

Fondateur & Président, Noeîn & Cie

Réf. NOEIN-BIA-2026-007 · Émis 20260617-1929

AU SOMMAIRE DE CETTE ÉDITION

Éditorial	De l'Afrique observée à l'Afrique stratège
Focus pays	Le Sahel confédéral, laboratoire de souveraineté (AES)
Grande Analyse	La doctrine africaine de la transformation locale
Tribune doctrinale	L'asymétrie informationnelle est notre première dépendance
Dossier de fond	L'intelligence économique souveraine en Afrique (2023-2026)
Six rubriques socles	Diplomatie, Économie & IE, Gouvernance, Cybersécurité, Diaspora, Sud Global

BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité · Diaspora · Sud Global

VOL. I · N° 07 · VENDREDI 19 JUIN 2026 · CONFIDENTIEL

Noeîn & Cie.

E X P E R T I S E

NOEÎN & CIE · N°07
Diffusion personnelle · Reproduction interdite

Sommaire du Bulletin N°07

Éditorial du Directeur éditorial	p. 3
Rubrique 1 Diplomatie & Géopolitique (10 brèves)	p. 4
Rubrique 2 Économie & Intelligence Économique (10 brèves)	p. 6
Rubrique 3 Gouvernance & Organisations (10 brèves)	p. 8
Rubrique 4 Cybersécurité & Souveraineté Numérique (10 brèves)	p. 10
Rubrique 5 Diaspora & Afro-Descendance (6 brèves)	p. 12
Rubrique 6 Sud Global & Multilatéralisme (6 brèves)	p. 13
Focus Pays/Région Le Sahel confédéral (AES)	p. 15
Grande Analyse La doctrine africaine de la transformation locale	p. 18
Tribune Doctrinale L'asymétrie informationnelle est notre première dépendance	p. 22
Dossier de Fond L'intelligence économique souveraine en Afrique	p. 24
Agenda des deux prochaines semaines	p. 30
Le Saviez-Vous (3 encarts)	p. 31
Ressources & Publications (10 références)	p. 32

Éditorial du Directeur éditorial

De l'Afrique observée à l'Afrique stratégique : la doctrine de la transformation locale comme acte fondateur

Les quinze jours qui ont posé les jalons d'une intelligence économique souveraine africaine

C'est une révolution sans bruit de canon. Elle ne fait pas la une des agences de presse internationales, ne convoque pas les caméras aux frontons des palais présidentiels, ne génère pas les communiqués triomphants des sommets à géométrie variable. Et pourtant, elle est là, documentée, mesurable, traçable : au cours de la quinzaine du 3 au 17 juin 2026, l'Afrique a continué d'écrire, par petites touches décisives, la grammaire d'une souveraineté économique dont la transformation locale des minerais critiques constitue le premier paragraphe cohérent. Le Zimbabwe a expédié sa première cargaison de sulfate de lithium transformé sur le sol africain. Quatorze pays africains ont désormais instauré des restrictions à l'exportation de minerais bruts. La RDC gère une réserve stratégique de cobalt. Ces faits, pris isolément, passent pour des anecdotes sectorielles. Pris ensemble, ils signalent l'émergence d'une doctrine.

Cette doctrine, nous l'appelons ici intelligence économique souveraine : la capacité d'un État ou d'un ensemble d'États à orienter délibérément les flux d'information, de ressources et de normes dans le sens de leurs intérêts de long terme, en refusant de n'être que le fournisseur en amont d'une chaîne de valeur dont ils ne contrôlent ni les prix, ni les standards, ni les débouchés. Elle est le passage de l'Afrique observée à l'Afrique stratégique, capable de fixer ses propres conditionnalités aux partenaires qui convoitent ses actifs.

Le lancement officiel des travaux du tronçon algérien du gazoduc transsaharien, le 4 juin à Aoulef, mérite d'être lu comme un événement géopolitique de premier plan. Pour la première fois depuis des décennies, l'Algérie, le Niger et le Nigeria font converger leurs ressources énergétiques dans un projet qui redessine les équilibres régionaux au-delà des clivages institutionnels hérités. Le pragmatisme économique fait parfois ce que la diplomatie formelle ne parvient pas à réaliser. C'est une leçon à retenir.



Deve Maboungou

Deve Maboungou
Fondateur & Président, Noein & Cie.

La Confédération des États du Sahel (AES) franchit en juin 2026 des étapes qui doivent être lues comme des actes de fondation institutionnelle. Le lancement des kits d'enrôlement biométrique burkinabè à Bamako le 1er juin, permettant à des citoyens de l'AES de recevoir leurs documents confédéraux dans l'ambassade d'un pays frère, démontre une capacité opérationnelle réelle. La question n'est plus de savoir si l'AES durera : elle est de savoir avec quelle dotation normative, financière et sécuritaire elle entend exercer sa souveraineté.

Sur la scène globale, la compétition des puissances extérieures pour l'accès aux ressources africaines atteint une intensité inédite. La France à Nairobi, les États-Unis en route vers Washington avec cinq présidents africains, la Chine offrant zéro droit de douane à cinquante-trois pays, la Russie à Saint-Petersbourg avec quatre-vingt-dix milliards de dollars d'accords : chacun offre sa version d'un partenariat africain. La question doctrinale demeure : l'Afrique dispose-t-elle de la capacité analytique collective pour comparer ces offres et formuler sa propre conditionnalité en retour ? La fraternité du Sud est un récit utile. Mais un récit n'est pas un contrat.

Deve Maboungou

Directeur éditorial, Noein & Cie

Vendredi 19 juin 2026

Diplomatie & Géopolitique

[DIPLOMATIE · BÉNIN-NIGER]

La visite Wadagni à Niamey : quand le pragmatisme économique contourne la posture idéologique

Le 2 juin 2026, le président béninois Romuald Wadagni, élu en avril 2026, s'est rendu à Niamey où il a rencontré le général Abdourahamane Tiani, chef du Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie (CNSP). À l'issue de l'entretien, les deux parties ont signé un communiqué conjoint annonçant la réouverture progressive de la frontière commune, fermée depuis le coup d'État nigérien de juillet 2023. Pour Niamey, la réouverture restaure un accès au port de Cotonou, voie essentielle pour les exportations d'uranium et d'hydrocarbures. Pour Cotonou, le pragmatisme économique prime sur les alignements institutionnels. La tournée Wadagni, qui incluait Abuja, Ouagadougou, Lomé, Abidjan, Dakar et Bamako, positionne le Bénin comme un pont potentiel entre CEDEAO et AES.

Sources : [Africa24, 4 juin 2026](#) | [leFaso.net, 2 juin 2026](#) | [Afrique Confidentielle, 28 mai 2026](#)

[DIPLOMATIE · ÉNERGIE ET GÉOPOLITIQUE]

Lancement du tronçon algérien du TSGP : un acte géopolitique autant qu'infrastructural

Le 4 juin 2026 à Aoulef (wilaya d'Adrar), les ministres en charge des hydrocarbures de l'Algérie, du Niger et du Nigeria ont donné le coup d'envoi officiel des travaux du tronçon algérien du gazoduc transsaharien (TSGP). Ce pipeline de 4 100 km au total doit relier le Nigeria à l'Algérie via le Niger, avec une capacité de 30 milliards de m³ par an et une mise en service cible en 2029. Sa portée dépasse le seul registre énergétique : le TSGP offre au Niger, sous embargo CEDEAO, un débouché alternatif pour ses ressources ; il renforce la position d'Alger comme plateforme gazière entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe post-Ukraine ; il démontre que la coopération intra-africaine peut fonctionner au-delà des clivages institutionnels.

Sources : [Agence Ecofin, 4 juin 2026](#) | [Bloomberg, 5 juin 2026](#)

[DIPLOMATIE · MULTILATÉRALISME]

Forum de Paris sur la Paix à Rabat : préparation collective de la position africaine avant le G7 d'Évian

Les 4 et 5 juin 2026, Rabat a accueilli la Réunion de printemps du Forum de Paris sur la Paix, organisée en partenariat avec le Groupe OCP et l'Université Mohammed VI Polytechnique, sous le thème "Transitions résilientes." L'événement a servi de tribune informelle permettant aux représentants africains d'harmoniser leurs positions sur la dette, les transitions énergétiques et la gouvernance des ressources, en amont du G7 d'Évian (15-17 juin). Le choix de Rabat consacre le positionnement du Maroc comme interlocuteur diplomatique de premier rang. La présence du Groupe OCP souligne l'articulation croissante entre diplomatie multilatérale et intérêts économiques stratégiques.

Sources : [Forum de Paris sur la Paix](#) | [Élysée, G7 Évian résultats](#)

52e session ordinaire du CRP de l'UA : préparation de la MYCM d'El Alamein

Le 3 juin 2026, la 52e session ordinaire du Comité des représentants permanents (CRP) de l'Union africaine s'est ouverte au siège d'Addis-Abeba. Instance regroupant les ambassadeurs accrédités auprès de l'UA, ce CRP sert de phase préparatoire à la 49e session ordinaire du Conseil exécutif et à la 8e Réunion de coordination de mi-année (MYCM), programmées les 24-27 juin 2026 à El Alamein, en Égypte. L'ordre du jour comprend les réformes budgétaires, la validation des candidatures à plusieurs postes institutionnels, et les dossiers de paix et sécurité (Soudan, RDC, Sahel). La question du financement autonome de l'UA reste centrale.

Sources : [Union africaine, agenda officiel](#) | [au.int, 3 juin 2026](#)

Glissement du JNIM vers le Burkina Faso : la pression sécuritaire se déplace, l'AES fragilisée

Selon un rapport de l'Africa Center for Strategic Studies publié en mai 2026, le JNIM (Jamaat Nusrat al-Islam wal-Muslimin, branche sahélienne d'Al-Qaïda) a connu depuis début 2026 un glissement géographique documenté : moins actif au Mali, où opèrent conjointement les forces armées maliennes et Africa Corps, le groupe intensifie ses attaques au Burkina Faso et se diffuse vers les zones septentrionales du Bénin, du Togo et du Ghana. Ce report de pression sécuritaire n'est pas assumé publiquement par les gouvernements de l'AES, alors qu'il constitue une contradiction stratégique centrale du partenariat russo-sahélien. Le glissement du JNIM expose le Burkina Faso, qui assure la présidence tournante de la Confédération, à une aggravation sécuritaire.

Sources : [Africa Center for Strategic Studies, mai 2026](#) | [BBC Afrique, 24 avril 2026](#)

France post-désengagement : le pari du pivot anglophone, entre stratégie et contradiction

Après les retraits militaires du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad, la France a engagé avec le Sommet Africa Forward de Nairobi (11-12 mai 2026) sa première réorientation stratégique majeure vers l'Afrique anglophone. Les résultats annoncés : 11 accords bilatéraux France-Kenya représentant environ 1 milliard de dollars et une Déclaration de Nairobi. La stratégie se déplace du modèle sécuritaire francophone vers un partenariat économique fondé sur le Kenya comme pivot régional. L'exclusion des pays sahéliens de cette géographie à deux vitesses et le risque de paternalisme diplomatique dans le pilotage de la position africaine au G7 fragilisent la crédibilité de cette reconfiguration.

Sources : [Trésor français, 18 mai 2026](#) | [Mondafrique, 17 mai 2026](#)

Mini-sommet Trump-Afrique de juillet : la logique extractive au lieu de l'architecture partenariale

Du 9 au 11 juillet 2026, Donald Trump recevra cinq chefs d'État africains à la Maison-Blanche : Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Faye, Président de la République du Sénégal, le président du Gabon Brice Clotaire Oligui Nguema, et les présidents de la Mauritanie, du Liberia et de la Guinée-Bissau. L'agenda officiel est centré sur les opportunités commerciales et les minéraux critiques. Le choix des cinq invités est révélateur : ce sont des pays riches en ressources minérales stratégiques. L'exclusion des poids lourds africains (Afrique du Sud, Nigeria, Éthiopie, Kenya) révèle une logique d'approvisionnement plutôt qu'un modèle de partenariat systémique.

Sources : [Quotidien Numérique, 1er juin 2026](#) | [USTR, 3 février 2026](#)

Soudan : quatrième année de guerre, médiations au point mort, Éthiopie sous surveillance

La guerre entre les Forces armées soudanaises (FAS) du général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide (FSR) du général Hemedti est entrée dans sa quatrième année consécutive sans perspective de cessez-le-feu crédible. En juin 2026, le Conseil de sécurité de l'ONU a reçu son briefing trimestriel confirmant la nature d'une "guerre d'attrition". Le 1er juin, douze personnes ont été tuées dans des frappes ciblant un marché et un hôpital à Kubum (Darfour du Sud). Un rapport de l'Université Yale du 10 juin 2026 a documenté la présence de soutien étranger aux FSR depuis la base militaire éthiopienne d'Asosa. Le Soudan présente la plus grande crise de déplacement interne au monde en 2026 : plus de 12 millions de déplacés internes.

Sources : [Security Council Report, 1er juin 2026](#) | [Yale School of Medicine, 10 juin 2026](#)

RDC-M23 : accord Doha en application fragile, ADF sous-médiatisé

Le processus de paix entre la RDC et l'AFC/M23, initié à Doha sous médiation qatarie, connaît une phase d'application délicate. En juin 2026, le Comité mixte de surveillance réaffirme son engagement mais note des retards dans l'application des engagements militaires. Les blocages persistent : le Rwanda refuse de retirer ses forces sans garanties sur les FDLR, tandis que Kinshasa maintient sa défiance sur le statut politique du M23. Angle mort persistant : les activités des ADF (alliés de Daech) dans le territoire de Beni restent sous-médiatisées au profit du suivi du M23, alors que leurs victimes civiles sont régulières.

Sources : [Security Council Report, 1er juin 2026](#)

4e Sommet Turquie-Afrique en Libye : légitimité conférée à Tripoli, Ankara consolide son soft power

La Turquie a été désignée pour accueillir à Tripoli le 4e Sommet Turquie-Afrique en 2026, décision adoptée lors du 38e sommet de l'UA en février. Cette désignation confère une légitimité de facto au Conseil présidentiel tripolite, soutenu par Ankara. La Libye reste paralysée par la dualité institutionnelle. Ankara opère sur trois axes africains : ventes d'armements (drones Bayraktar TB2 présents au Mali, Niger, Éthiopie), coopération humanitaire via TIKA, et réseau d'écoles Maarif. La médiation turque entre l'Éthiopie et la Somalie illustre son positionnement comme puissance de médiation crédible dans la Corne.

Sources : [Agence Ecofin, 20 février 2025](#) | [Security Council Report, 1er juin 2026](#)

Économie & Intelligence Économique

[ÉCONOMIE · MACROÉCONOMIE]

Croissance africaine 2026 : consensus BAD-BM-FMI avec nuances, 4,0-4,2 % selon les institutions

Les trois institutions de référence ont publié leurs projections révisées en mai-juin 2026. La Banque africaine de développement (BAD) prévoit une croissance africaine de 4,2 % en 2026 (contre 4,4 % en 2025), avec un rebond à 4,4 % en 2027. Le déficit annuel de financement est estimé à 1 300 milliards de dollars, tandis que le potentiel mobilisable est chiffré à 1 430 milliards. La Banque mondiale est sensiblement plus pessimiste avec 4,0 % pour l'Afrique subsaharienne. L'inflation africaine moyenne est projetée à 10,4 % en 2026. L'UEMOA affiche une performance remarquable : croissance du PIB réel de 6,1 % au premier trimestre 2026 et inflation à zéro pour cent en avril 2026.

Sources : [APO Group - Africa Newsroom, BAD Brazzaville](#) | [Banque mondiale, Global Economic Prospects, 11 juin 2026](#)

[ÉCONOMIE · INFRASTRUCTURES]

Corridor de Lobito : 4 milliards engagés, guerre des rails entre Washington et Pékin

Le corridor de Lobito, reliant le port angolais de Lobito à la Copperbelt zambienne et au Katanga congolais, concentre les enjeux géopolitiques les plus aigus de la période. Plus de 4 milliards de dollars sur un coût total estimé à 5 milliards ont déjà été engagés : DFC américaine (553 millions de dollars), DBSA (200 millions), UE Global Gateway (116 millions). L'exploitation est confiée pour 30 ans au consortium Lobito Atlantic Railway. La Chine a répliqué par un accord de 1,4 milliard de dollars avec la Zambie et la Tanzanie pour moderniser le chemin de fer concurrent du Tazara. Angle mort analytique : la Chine contrôle une part des mines que le corridor est censé désenclaver.

Sources : [Afrique Confidentielle, corridor Lobito](#) | [Progressive International, 26 mai 2026](#)

[ÉCONOMIE · MINÉRAUX CRITIQUES]

Zambie 2,2 milliards et Zimbabwe 1 milliard : la doctrine de transformation locale prend corps

La Zambie a capté 2,2 milliards de dollars d'engagements depuis décembre 2024, ciblant un objectif de 1 million de tonnes de cuivre en 2026. Au Zimbabwe, le ministre des Mines Polite Kambamira a suspendu le 25 février 2026 l'exportation de tous les minerais non transformés, lithium inclus, avançant le calendrier prévu. En avril 2026, la première cargaison de sulfate de lithium transformé sur sol africain a été expédiée depuis la mine d'Arcadia. Les ventes de lithium zimbabwéen ont bondi de 2 % en volume mais de 106 % en valeur sur un an. Près de 1 milliard de dollars d'infrastructures de transformation du lithium sont en cours de construction par Huayou et Sinomine.

Sources : [Afrique Confidentielle, Zambie](#) | [The Zimbabwean](#)

[ÉCONOMIE · MINÉRAUX CRITIQUES]

RDC-Glencore-Orion 9 milliards : l'offensive américaine sur le cobalt congolais

En février 2026, Glencore a signé un mémorandum d'entente avec le consortium américain Orion CMC portant sur 40 % des opérations cuivre-cobalt de Glencore en RDC, pour une valorisation d'environ 9 milliards de dollars. Le 13 mai 2026 à Madrid, une alliance tripartite EVELution Energy (États-Unis), EGC (RDC) et Trafigura a formalisé une chaîne d'approvisionnement directe en cobalt hydroxyde de RDC vers les États-Unis. La RDC représente plus de 70 % de la production mondiale de cobalt. La valeur du cobalt brut est de 5,8 USD/kg contre 16,2 USD/kg après raffinage. L'administration Trump a élevé la stratégie minière en Afrique au rang de priorité de sécurité nationale.

Sources : [Progressive International, 26 mai 2026](#) | [FinanceRDC](#)

Africa Forward Nairobi 23 milliards d'euros et Assemblées BAD 11 milliards : les annonces tiennent-elles ?

Le Sommet Africa Forward des 11-12 mai 2026 à Nairobi a permis d'annoncer 23 milliards d'euros d'investissements, dont 14 milliards d'euros d'investissements français et 9 milliards d'euros d'investissements africains. Les Assemblées annuelles de la BAD à Brazzaville ont levé une enveloppe historique de 11 milliards de dollars, avec l'engagement inédit de 24 nations africaines abondant le fonds à hauteur de 183 millions de dollars. La Banque mondiale a annoncé porter sa capacité annuelle de garanties à plus de 6,4 milliards de dollars. La question de la traçabilité reste centrale : la distance entre les annonces de sommets et les décaissements effectifs reste documentée par plusieurs évaluations indépendantes.

Sources : [Direction générale du Trésor, 18 mai 2026](#) | [Afrimag, BAD Brazzaville](#)

Offensive tarifaire chinoise zéro droit pour 53 pays africains : ouverture ou captation ?

À partir du 1er mai 2026, la Chine a accordé un traitement de zéro droit de douane à 53 pays africains (seul l'Eswatini est exclu, pour cause de reconnaissance de Taiwan). Cette mesure, valable jusqu'au 30 avril 2028, ouvre un accès potentiel à 1,4 milliard de consommateurs. Cependant, les économistes pointent le risque d'amplification du déficit commercial africain : la grande majorité des exportations africaines vers la Chine restent des matières premières peu transformées, tandis que les importations chinoises sont des produits manufacturés à plus forte valeur ajoutée. Par ailleurs, l'AGOA a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2026 sans réforme structurelle.

Sources : [Timbuktu Institute](#) | [DW](#)

PAPSS, MTN MoMo-Alipay et stablecoins : l'écosystème financier africain se réinvente

Le PAPSS compte 16 banques centrales membres au T1 2026, incluant BCEAO (UEMOA) et BEAC (CEMAC), et traite désormais 3,2 milliards de dollars mensuels (contre 800 millions début 2024). MTN Group Fintech a signé un accord technologique avec Ant International (Alipay) pour transformer sa plateforme MoMo (67 millions d'utilisateurs actifs dans 14 marchés africains) en super-app. Les stablecoins représentent un phénomène structurant : 205 milliards de dollars de valeur on-chain liée aux stablecoins en Afrique subsaharienne entre juillet 2024 et juin 2025, hausse de 52 % en un an. Le 30 juin 2026 est la date limite fixée par la BCEAO pour que toutes les institutions financières de l'UEMOA rejoignent la plateforme d'interopérabilité PI-SPI.

Sources : [Frontier Fintech Newsletter, 10 juin 2026](#) | [WeeTracker, 1er juin 2026](#)

Congo GNL, Côte d'Ivoire Baleine phase 3, uranium Mauritanie : l'Afrique centrale et atlantique en première ligne

La République du Congo a lancé les exportations de GNL depuis l'installation FLNG de Nguya en début 2026, portant la capacité de liquéfaction à environ 3 millions de tonnes par an. En Côte d'Ivoire, le consortium ENI-PETROCI-Vitol a signé le 25 mai 2026 la Décision finale d'investissement pour la phase 3 du gisement Baleine (4 milliards de dollars supplémentaires), portant la production à 150 000 barils/jour. En Mauritanie, Aura Energy vise une décision finale d'investissement pour son projet uranifère de Tiris (230 millions de dollars) avant fin 2026. Ce projet intervient alors que le Niger voit son projet Dasa reporté à 2028 dans un contexte d'instabilité politique.

Sources : [APO Group, Congo LNG](#) | [AllAfrica, gisement Baleine](#)

Nucléaire civil NEISA : l'Afrique se dote d'une coalition pour les réacteurs modulaires

Le Sommet NEISA 2026 (Nuclear Energy Innovation Summit for Africa), tenu à Kigali du 18 au 21 mai, a posé les jalons d'une coalition africaine pour le nucléaire civil. Le Rwanda et les États-Unis ont signé un protocole d'accord de coopération nucléaire. La Russie a parallèlement conclu un accord avec le Rwanda pour la construction d'une centrale nucléaire. L'Égypte progresse vers l'achèvement d'une centrale de 4 800 MW en coopération avec Rosatom (mise en service prévue en 2028). L'existence simultanée de partenaires américains et russes dans le portefeuille rwandais illustre le nouveau non-alignement pragmatique africain.

Sources : [Présidence du Conseil Togo, NEISA 2026](#)

SPIEF 2026 : 90 milliards de dollars d'accords, 27 milliards Russie-Afrique, sommet octobre en vue

Le Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF 2026, 3-6 juin) a enregistré des accords d'une valeur de 6 642 milliards de roubles (environ 90 milliards de dollars), avec 142 pays et 24 500 participants. La présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a participé en personne, appelant les investisseurs russes à renforcer leur présence en Tanzanie. Les échanges commerciaux Russie-Afrique ont atteint un niveau record de 27 milliards de dollars. Un 3e Sommet Russie-Afrique est programmé à Moscou les 28-29 octobre 2026, avec une orientation délibérément économique.

Sources : [TASS, SPIEF 2026](#) | [Ndioni Sango, 15 juin 2026](#)

Gouvernance & Organisations

[GOUVERNANCE · UNION AFRICAINE]

Présidence Ndayishimiye et Commission Youssouf : gouvernance sous pression simultanée

Depuis le 14 février 2026, Son Excellence Monsieur Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, assure la présidence en exercice de l'Union africaine. Le bureau de l'Assemblée se compose du Burundi (président), du Ghana (1er vice-président), de la Tanzanie (2e vice-président) et de l'Angola (rapporteur). Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'UA, a convoqué le 16 juin 2026 une réunion virtuelle d'urgence sur la flambée d'Ebola en RDC et en Ouganda, premier test de coordination de la présidence burundaise. La relation Ndayishimiye-Youssouf reste asymétrique : la présidence tournante est institutionnellement légère face à une Commission disposant de ressources permanentes.

Sources : [au.int, 14 février 2026](#) | [au.int, 16 juin 2026](#)

[GOUVERNANCE · CEDEAO]

Sommet CEDEAO du 18 juin à Abuja : rapport Kouyaté, composition de la Commission, dialogue AES

La Conférence des chefs d'État de la CEDEAO se réunit le 18 juin 2026 à Abuja. Le médiateur CEDEAO-AES Lansana Kouyaté y présentera son rapport d'étape sur le dialogue avec la Confédération des États du Sahel. Mandaté par le sommet du 23 mars 2026, Kouyaté a rencontré Ibrahim Traoré à Ouagadougou le 25 mai. La CEDEAO à douze membres (depuis le départ officiel du Mali, du Burkina Faso et du Niger le 29 janvier 2026) traverse une phase de réorganisation. Le Sénégal a proposé le général Birame Diop pour la présidence de la Commission (mandat 2026-2030).

Sources : [Afrique Confidentielle, 28 mai 2026](#) | [Financial Afrik, 1er juin 2026](#)

[GOUVERNANCE · CEMAC]

CEMAC : 231 milliards de FCFA d'arriérés, un exécutif communautaire à bout de souffle

La 45e session du Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC/CEMAC) s'est tenue à Brazzaville le 13 juin 2026. Les États membres cumulent 231 milliards de FCFA d'arriérés envers les institutions communautaires, fragilisant l'exécutif communautaire. La proposition d'une résolution politique imposant le reversement automatique de la Taxe communautaire d'intégration (TCI) constitue l'enjeu principal. La BEAC table sur une croissance du PIB réel de la CEMAC à 4,6 % en 2026, mais le ralentissement à 2,9 % contre 3,5 % en 2025 est documenté.

Sources : [Gabon Media Time, 13 juin 2026](#) | [Adiac Congo, 4 juin 2026](#)

[GOUVERNANCE · AES IDENTITÉ]

Documents biométriques AES : la carte d'identité fédérale comme acte de souveraineté

Le 1er juin 2026 à Bamako, les kits mobiles d'enrôlement biométrique burkinabè ont permis à des ressortissants du Burkina Faso résidant au Mali de recevoir la carte nationale d'identité biométrique et le passeport de l'AES directement à l'ambassade burkinabè. La phase pilote permet une transmission instantanée vers les plateformes centrales de production. Le passeport AES est désormais reconnu dans l'espace Schengen. La carte biométrique est accessible dès 5 ans, obligatoire à 13 ans, valable dix ans pour 3 500 FCFA. Ce lancement marque l'exécution d'une décision de la 2e session confédérale du 23 décembre 2025 en moins de quatre mois.

Sources : [ORTM, 1er juin 2026](#) | [Afrique Confidentielle, 9 juin 2026](#)

BCID-AES et UCT-AES : deux nouvelles briques de l'architecture confédérale

Le Conseil d'administration des gouverneurs de la Banque confédérale d'investissement et de développement (BCID-AES) a tenu sa deuxième session ordinaire le 8 juin 2026 à Bamako, validant le plan d'action prioritaire d'opérationnalisation, le budget et la politique de recrutement. Le capital initial est estimé à 10 milliards de dollars, abondé notamment par un prélèvement confédéral de 0,5 % sur les importations non-AES. Le 11 juin 2026 à Niamey, les collectivités territoriales des trois pays ont créé l'Union des Collectivités Territoriales de l'AES (UCT-AES), organe de coopération décentralisée entre communes et régions.

Sources : [Afrimag, 10 juin 2026](#) | [X/saheliens, 12 juin 2026](#)

ZLECAF 230 milliards d'échanges en 2026 : le fonds nigérian d'1 milliard et le protocole numérique

Les échanges intra-africains devraient progresser de 10 % en 2026, pour atteindre 230 milliards de dollars, portés par le PAPSS, la réduction des barrières non tarifaires et l'adoption du protocole sur le commerce numérique. Le Nigeria a annoncé le 9 juin 2026 à Abuja l'ouverture d'un mécanisme de crédit de 1 milliard de dollars adossé au Fonds d'ajustement ZLECAF. Le secrétaire général Wamkele Mene a effectué une visite officielle en Tunisie (10-13 juin), les deux parties convenant d'un plan d'action conjoint. La Côte d'Ivoire a adopté en commission sénatoriale le 8 juin le projet de loi ratifiant l'ordonnance sur le démantèlement tarifaire ZLECAF.

Sources : [Sika Finance, 11 juin 2026](#) | [Economie du Cameroun, 16 juin 2026](#)

EAC Confédération politique : le Rwanda lance les consultations constitutionnelles

Le Rwanda a officiellement lancé le 15 juin 2026 à Kigali les consultations nationales sur la rédaction de la Constitution de la Confédération politique de l'EAC, en cours jusqu'au 27 juin dans tout le pays. L'Assemblée législative est-africaine (EALA) a adopté le 2 juin un budget de 110,86 millions USD pour l'exercice 2026-2027. L'EAC a également signé le 12 juin avec la KfW un partenariat de 5 millions d'euros pour renforcer la capacité de réponse aux maladies infectieuses. Singapour a annoncé en juin 2026 l'ouverture de négociations pour un accord de libre-échange avec l'EAC, premier ALE de Singapour avec un partenaire africain.

Sources : [EAC, 16 juin 2026](#) | [EALA, 14 juin 2026](#)

Guinée vers le parti unique : l'UA face à sa contradiction normative

Les élections législatives et municipales du 31 mai 2026 en Guinée, boycottées par les principaux partis d'opposition, ont consacré la victoire du mouvement présidentiel du général Mamadi Doumbouya avec 52,87 % de participation officielle. La 1351e réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA (4 juin 2026) s'est retrouvée face à un dilemme institutionnel majeur : ayant contribué à la réhabilitation de Doumbouya en cautionnant son élection de décembre 2024, l'UA ne peut plus sanctionner la dérive monopartisane sans se contredire. Sept partis contestent les résultats.

Sources : [Afrique Confidentielle, 6 juin 2026](#)

8e MYCM UA El Alamein (24-27 juin) et MYCM CEDEAO Abuja : les deux grandes réunions de coordination

La 8e Réunion de coordination de mi-année UA-CER-MR (MYCM) réunira à El Alamein (Égypte) du 24 au 27 juin 2026 l'UA, les huit CER (CEDEAO, CEMAC, SADC, EAC, IGAD, COMESA, CEN-SAD, UMA), les mécanismes régionaux, l'AUDA-NEPAD et le Secrétariat ZLECAF. L'ordre du jour couvre la mise en oeuvre du cadre de division des tâches UA-CER-États membres, les progrès de l'intégration continentale, la ZLECAF et l'APSA. Cette session coïncide avec le lancement de l'Africa Business Summit inaugural.

[GOUVERNANCE · IGAD-ÉTHIOPIE]

IGAD-MOE Éthiopie 2026 : scrutin qualifié de réussi, mais des observateurs indépendants notent l'absence d'opposition réelle

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a déployé une Mission d'observation électorale pour les 7e élections générales éthiopiennes du 1er juin 2026. La mission a qualifié le scrutin de "pacifique, ordonné et réussi." Ces qualifications contrastent avec les analyses de Chatham House, qui relèvent l'absence d'opposition politique significative, l'emprisonnement de candidats potentiels, et la non-participation du Tigré. L'écart entre le constat officiel des observateurs régionaux et les analyses indépendantes soulève une question structurelle sur la capacité des MOE africaines à documenter les déficits démocratiques.

Sources : [IGAD, 2 juin 2026](#) | [Chatham House, juin 2026](#)

CRITIQUE

Black X vs ANC : 2 millions de fiches membres exposées, neuf mois de persistance invisible

Le 2 juin 2026, le groupe ransomware Black X a revendiqué une intrusion dans les systèmes du Congrès national africain (ANC). L'attaque initiale remonterait au 28 août 2025, soit une persistance de neuf mois dans les systèmes avant exfiltration et publication. Les premières analyses évaluent la fuite à environ 2 millions de fiches membres. Black X est un groupe criminel à motivation financière, dont la base opérationnelle probable est l'Europe de l'Est. La compromission de données de membres d'un parti gouvernant constitue un risque pour la sécurité électorale et la sécurité des personnes (militants, élus locaux, cadres de l'appareil d'État).

Sources : [Ransomware.live, Black X-ANC](#) | [dExpose.io, 3 juin 2026](#)

CRITIQUE

ByteToBreach Nigeria : 25 millions de documents de la CAC, Sterling Bank compromise neuf jours sans détection

Le groupe ByteToBreach avait compromis en mars-avril 2026 la Commission des affaires corporatives (CAC) du Nigeria, Sterling Bank et la plateforme de paiement Remita, exfiltrant près de 25 millions de documents. L'attaquant a exploité des vulnérabilités connues non corrigées, le tout depuis un accès maintenu neuf jours à Sterling Bank sans détection. La CAC gère le registre des sociétés nigérianes : la compromission de ses données crée un risque systémique de fraude à l'identité d'entreprise à l'échelle nationale. Le Nigeria reste le pays africain le plus ciblé avec 4 701 attaques hebdomadaires par organisation.

Sources : [Technext, 17 avril 2026](#) | [BizWatchNigeria](#)

CRITIQUE

MyTT Tunisie Telecom : piratage politique d'une infrastructure critique, message anti-gouvernemental à l'échelle nationale

Le 23 mai 2026, l'application mobile MyTT de Tunisie Telecom a été compromise. Des millions d'abonnés ont reçu une notification push contenant un message politique critique envers le gouvernement tunisien. Tunisie Telecom a admis l'incident après des heures de communication évasive. L'attribution reste non établie, mais la sophistication d'une compromission du système de notifications push de masse pointe vers une équipe technique structurée. L'incident démontre comment des infrastructures télécom peuvent être détournées pour contourner la censure des médias.

Sources : [BusinessNews, 23 mai 2026](#) | [BusinessNews, 1er juin 2026](#)

ARCHITECTURE

CERT ANCA Maroc, général Boutrig : Rabat revendique le leadership continental de la coordination cyber

Le 10 juin 2026, le Parlement marocain a examiné le projet de loi n° 01.26 visant à approuver l'accord d'avril 2025 entre le Maroc et le Réseau africain des autorités de cybersécurité (ANCA), dont le futur centre de coordination sera basé à Rabat. Le 1er juin, le général Abdellah Boutrig, directeur général de la DGSSI, a publiquement appelé les États africains à coordonner leur défense numérique. Smart Africa avait signé lors du GITEX Marrakech du 8 avril 2026 un engagement de financement public-privé pour l'ANCA.

Sources : [Medias24, 10 juin 2026](#) | [Medias24, 1er juin 2026](#)

INFRASTRUCTURE

Interpol Operation Red Card 2.0 : 651 arrestations en 16 pays africains, 4,3 millions USD récupérés

Le 18 février 2026, Interpol a annoncé le bilan de l'Operation Red Card 2.0, conduite du 8 décembre 2025 au 30 janvier 2026 dans 16 pays africains : 651 arrestations et 4,3 millions USD récupérés. L'opération a ciblé les réseaux d'escroquerie en ligne, de mobile money fraud et de Business Email Compromise (BEC). Ces succès illustrent la viabilité de la coopération policière transnationale en cybercriminalité, mais leur impact structurel reste limité : les réseaux criminels africains opèrent dans un contexte de sous-dotation chronique des autorités de poursuite.

Sources : [Interpol, Operation Red Card 2.0, 18 février 2026](#)

INFLUENCE

SVR prend le contrôle des réseaux Wagner, 76 documents internes fuités : l'Afrique dans la guerre informationnelle russe

Une investigation publiée le 14 février 2026 par All Eyes on Wagner révèle que le SVR (Service de renseignement extérieur russe) a repris le contrôle des opérations d'influence africaines de Wagner. Le SVR pilote les réseaux de médias locaux rémunérés et les faux comptes sur Meta, Telegram et TikTok. En mai 2026, le Mail & Guardian a publié une analyse d'un cache de documents fuités révélant un réseau d'influence couvrant 34 pays africains, montrant comment des consultants liés à la Russie ont instrumentalisé des narratifs de solidarité panafricaine. La Russie reste responsable d'environ 40 % des campagnes de désinformation connues en Afrique subsaharienne.

Sources : [All Eyes on Wagner, 14 février 2026](#) | [Mail & Guardian, 19 mai 2026](#)

INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE

2Africa RDC, câble Equiano-SARSSY Luanda, cloud iXAfrica-Oracle Nairobi : trois jalons de la souveraineté numérique physique

Le câble 2Africa de Meta (45 000 km, 33 pays) a vu son activation en RDC via MTN Congo en février 2026, doublant la capacité internationale de la RDC. Le 12 juin 2026 à Luanda, Telecom Namibia, Angola Telecom et SATCAB ont signé l'accord intégrant le système régional SARSSY au câble Equiano de Google. Le 21 mai 2026, iXAfrica, Mitsumi Distribution et Baobab Cloud Services ont annoncé un cloud public souverain à Nairobi. Ces trois jalons illustrent la tension structurelle entre nécessité de connectivité et contrôle souverain : les câbles et clouds africains dépendent toujours d'hyperscalers américains ou chinois.

Sources : [Telecom Namibia, Equiano-SARSSY, 12 juin 2026](#) | [iXAfrica, cloud Nairobi, 21 mai 2026](#)

IA AFRICAINE

MOSIP 185 millions d'identités, CommonLingua 61 langues, InkubaLM : l'infrastructure cognitive africaine prend forme

La plateforme d'identité numérique open source MOSIP atteint en 2026 185 millions d'identités générées dans 29 pays dont 19 africains. Le 28 avril 2026, Pleias et le GSMA ont lancé CommonLingua, un modèle open source d'identification de langues couvrant 61 langues africaines parmi 334. Lelapa AI (Johannesburg) maintient son travail sur InkubaLM, modèle de 0,4 milliard de paramètres couvrant le zoulou, le yoruba, le haoussa, le swahili et l'isixhosa. Ces initiatives réduisent, sans encore l'éliminer, l'asymétrie de 30 points de performance que les modèles frontière affichent sur les langues africaines comparées à l'anglais.

Sources : [MOSIP Progress Report 2026](#) | [GSMA, CommonLingua, 28 avril 2026](#)

CONVENTION

Convention de Malabo : 21 ratifications sur 55, dix ans après son adoption

La Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo, 2014) compte en mai 2026 entre 19 et 21 États parties selon les sources, soit moins de 40 % du continent. L'absence du Nigeria, du Kenya, de la Tanzanie, de l'Éthiopie et de l'Égypte constitue une lacune structurelle majeure. Parallèlement, 45 pays africains ont adopté des lois sur la protection des données en 2026, et 39 disposent d'autorités de protection des données fonctionnelles, mais l'application reste fortement hétérogène.

Sources : [Orishas Finance, Convention de Malabo, 13 mai 2026](#)

Diaspora & Afro-Descendance

[DIASPORA · INSTITUTIONS UA]

ECOSOCC 5e Assemblée : 20 sièges réservés à la diaspora, élections en septembre-octobre 2026

L'ECOSOCC a officiellement lancé les candidatures pour sa 5e Assemblée générale permanente, avec clôture le 15 juillet 2026 et élections en septembre-octobre. Sur les 209 organisations à élire, 20 sièges sont expressément réservés aux OSC de la diaspora africaine réparties entre continents. La Direction CIDO de la Commission UA a réaffirmé que "la diaspora est essentielle à notre avenir politique, culturel et économique." L'enjeu reste opérationnel : transformer la présence statutaire en voix politique effective malgré une sous-dotatation chronique en ressources humaines et financières.

Sources : [ECOSOCC, 5e Assemblée](#) | [SRDC International](#)

[DIASPORA · RÉPARATIONS]

Conférence "Next Steps" Accra 17-19 juin : Macron, Mottley, Faye, 80 pays, une convergence historique

Le 17 juin 2026 s'est ouverte à Accra la Conférence "Next Steps" sur la justice réparatrice, convoquée par le président John Mahama avec plus de 80 pays représentés. Elle marque la première grande mobilisation internationale depuis la résolution ONU de mars 2026 reconnaissant la traite transatlantique comme l'un des plus graves crimes contre l'humanité. Parmi les participants : le président de la République française M. Emmanuel Macron, la première ministre de la Barbade Mia Mottley, Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Faye, Président de la République du Sénégal, et le président de la Commission UA. La jonction Juneteenth-Accra a créé un moment de résonance symbolique inédite.

Sources : [Yahoo News / GBC Ghana](#) | [Le Monde, 22 mai 2026](#)

[DIASPORA · POLITIQUE MÉMORIELLE]

Loi française du 9 mai 2026 et Décennie UA des réparations 2026-2036 : la grammaire du droit change

La France a promulgué le 9 mai 2026 une loi-cadre sur la restitution des biens culturels issus de collections publiques acquis illicitement entre 1815 et 1972, sans nécessiter de loi d'exception au cas par cas. La France devient le premier État à se doter d'un mécanisme général de restitution. Lors des commémorations de la Loi Taubira le 21 mai, M. Emmanuel Macron a prononcé le mot "réparations" pour la première fois. L'UA a déclaré 2026-2036 Décennie de l'UA sur les réparations, coïncidant avec la Décennie ONU pour les personnes d'ascendance africaine.

Sources : [Village Justice, loi du 9 mai 2026](#) | [The Guardian, 6 juin 2026](#)

[DIASPORA · TRANSFERTS DE FONDS]

Transferts record 104,6 milliards de dollars en 2024 : la diaspora dépasse l'APD et se réinvente en fintech

Les remittances vers l'Afrique ont atteint 104,6 milliards de dollars en 2024, en hausse de plus de 14 % après la baisse de 6 % en 2023, selon la BAD. Ils constituent désormais la première source de financement externe non-dette du continent. Les principaux bénéficiaires sont l'Égypte (22,7 milliards), le Nigeria (19,8 milliards), le Maroc (12 milliards), le Kenya (4,8 milliards) et le Ghana (4,6 milliards). L'Afrique subsaharienne reste la région la plus chère du monde pour les transferts (8,46 % en moyenne), contre un objectif ODD de 3 %.

Sources : [BAD, 3 avril 2026](#) | [TechCabal, 29 mai 2026](#)

[DIASPORA · BRÉSIL]

Brésil CAPES-Move África : 2 600 bourses, Lula et la "dette historique de 350 ans"

Le 25 mai 2026, Brasilia accueillait le 1er Forum de Reitores Brasil-África : 70 recteurs brésiliens et 64 africains de 30 pays. Résultat : le programme CAPES-Move África, 2 600 bourses de master et doctorat pour Africains au Brésil à partir de 2027, financées à hauteur de 47,4 millions de reais. Lula a formulé cette démarche comme le paiement d'une "dette historique de 350 ans d'esclavage." La première liaison aérienne directe Lagos-Barbados d'Air Peace (24 mai 2026) a symboliquement scellé la reconnexion transatlantique entre les deux rives de l'histoire de la traite.

Sources : [People's Daily \(Portuguese\), 26 mai 2026](#) | [Gov.br, CAPES-Move África](#)

[DIASPORA · GOLFE]

Rapport HRW-Amnesty Golfe juin 2026 : les travailleurs africains sous la pression des conflits régionaux

Le rapport conjoint HRW-Amnesty du 11 juin 2026 dénonce l'intensification des restrictions des six gouvernements du CCG sur les droits des travailleurs migrants dans le contexte du conflit régional. Les remittances kenyanes depuis l'Arabie saoudite ont chuté de 25,1 % en 2025, en raison de la réforme des permis de travail. La Banque mondiale anticipait en avril 2026 des pertes mensuelles jusqu'à 40 millions USD pour le Kenya sur ce corridor. La vulnérabilité des travailleurs africains dans le Golfe reste un angle mort des politiques diasporiques de l'UA.

Sources : [HRW, 11 juin 2026](#) | [Kenyan Wall Street, remittances Kenya](#)

Sud Global & Multilatéralisme

[SUD GLOBAL · BRICS+]

Sommet BRICS New Delhi septembre 2026, Zimbabwe vers la NDB : l'Afrique élargit ses ancrages institutionnels

En 2026, BRICS+ regroupe onze membres à part entière, dont trois africains : Afrique du Sud (fondatrice), Égypte et Éthiopie. L'Inde préside le bloc sous le thème "Building Resilience, Innovation, Cooperation and Sustainability." Le 18e sommet est prévu les 12-13 septembre à New Delhi. La Nouvelle Banque de Développement (NDB) a approuvé 42,9 milliards de dollars pour 139 projets depuis sa création. Le Zimbabwe, dont le ministre des Finances Mthuli Ncube a confirmé l'ouverture des pourparlers d'adhésion le 15 mai 2026, est en négociation formelle avec la NDB. Le Nigeria est considéré comme candidat naturel pour le prochain élargissement africain.

Sources : [Carnegie Endowment, BRICS 2026](#) | [Equity Axis, Zimbabwe NDB, 15 mai 2026](#)

[SUD GLOBAL · BRÉSIL-AFRIQUE]

18 accords Brésil-Afrique, Embrapa Éthiopie, Fiocruz : un modèle de coopération horizontale qui s'institutionnalise

Depuis 2023, Lula a signé au moins 18 instruments bilatéraux avec des pays africains dans les domaines de l'agriculture, de l'aviation, de la santé, de l'éducation et de la défense. En 2025, les pays africains ont importé plus de 12,1 milliards de dollars de produits agroalimentaires brésiliens (hausse de 30 % par rapport à 2022). En février 2026, Embrapa et l'ABC ont inauguré un Bureau de Coopération Technique permanent en Éthiopie. Fiocruz a été désignée secrétariat exécutif permanent d'une coalition mondiale pour la production pharmaceutique équitable en mai 2026.

Sources : [Ministère brésilien de l'Agriculture](#) | [Brasil de Fato, 25 mai 2026](#)

[SUD GLOBAL · INDE]

IAFS-IV reporté mais agenda intact : UPI-BRICS Pay, sièges ONU, vision "Voice of Global South"

Le quatrième India-Africa Forum Summit (IAFS-IV), initialement prévu du 28-31 mai 2026 à New Delhi, a été officiellement reporté le 21 mai 2026 en raison de l'épidémie d'Ebola en Afrique centrale. Malgré ce report, le cadre politique reste solide sous le thème "IA SPIRIT". L'Inde pilote l'intégration UPI dans les pays africains : la Réserve Bank sud-africaine a cité UPI comme modèle pour sa future infrastructure de paiement cashless. Modi a réaffirmé lors du G7 d'Évian (16-17 juin) que l'Inde "parle pour les aspirations du Sud Global." La France a confirmé son soutien à deux sièges permanents africains au Conseil de sécurité.

Sources : [MEA Inde, IAFS IV](#) | [France ONU, soutien sièges africains](#)

[SUD GLOBAL · ACCORD SINGAPOUR-EAC]

ALE Singapour-EAC et passerelle ASEAN-Afrique : une intégration commerciale transrégionale en construction

Singapour a annoncé en juin 2026 l'ouverture de négociations pour un accord de libre-échange avec la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC, huit membres), ce qui constituerait le premier ALE de Singapour avec un partenaire africain et le premier de l'EAC hors du continent. Singapour se positionne comme "passerelle vers le marché ASEAN plus large pour les exportateurs est-africains." L'Égypte et la Malaisie ont signé en avril 2026 des accords visant à faire d'eux une "passerelle stratégique" entre l'ASEAN et l'Afrique, avec des échanges bilatéraux record à 718 millions de dollars en 2025.

Sources : [The Business Times, Singapour-EAC](#) | [Ahram Online, Égypte-Malaisie](#)

ONU : sièges africains permanents, Borrowers' Platform, Zimbabwe 2027-2028

La pression africaine pour des sièges permanents au Conseil de sécurité s'intensifie. Le président de la Commission UA Mahmoud Ali Youssouf a déclaré lors du Sommet Africa Forward : "L'Afrique ne demande pas une faveur, l'Afrique exige la correction d'une injustice historique." La France a confirmé son soutien à deux sièges permanents africains lors du Conseil de sécurité du 16 juin 2026. Le Zimbabwe a été élu membre non permanent pour 2027-2028. Le Borrowers' Platform, lancé le 15 avril 2026, donne pour la première fois aux pays emprunteurs une plateforme institutionnelle pour coordonner leurs positions face aux créanciers.

Sources : [AU.int, Nairobi mai 2026](#) | [The African Courier, Zimbabwe ONU](#)

4e Conférence Iran-Afrique à Téhéran-Yazd : un partenariat sous contraintes géopolitiques persistantes

L'Iran pousse à consolider ses liens africains dans le contexte de son intégration BRICS, malgré les turbulences de la guerre de 2026 en Asie occidentale. Les échanges de l'Iran avec 39 pays africains sont "en croissance," selon le Trade Promotion Organization of Iran, avec une hausse de 23 % sur les huit premiers mois de l'année iranienne 2024-2025, notamment en Algérie. Les secteurs ciblés couvrent les raffineries (Algérie, Nigeria), le pharmaceutique et la défense. Pour l'Afrique, l'accès à des médicaments génériques iraniens moins chers peut être utile, mais au prix d'une exposition aux risques de sanctions secondaires américaines.

Sources : [Mehr News Agency, 4e Conférence Iran-Afrique](#)

Focus Pays/Région · Le Sahel confédéral (AES)

SAHEL CONFÉDÉRAL (AES) : L'ARCHITECTURE QUI DOIT PROUVER QU'ELLE PEUT GOUVERNER

L'Alliance des États du Sahel a consacré la quinzaine du 3 au 17 juin 2026 à démontrer qu'elle n'est pas seulement un projet politique : elle est une construction institutionnelle en marche, dotée de ses propres instruments d'identité, de financement, de gouvernance locale et de défense. Mais la même période a également révélé les fragilités structurelles qui pourraient compromettre ce projet si elles ne sont pas traitées avec autant de rigueur que les signes extérieurs de cohésion.

L'irruption de l'acte administratif confédéral

Le lancement des kits mobiles d'enrôlement biométrique burkinabè à Bamako le 1er juin 2026 est, à nos yeux, l'événement institutionnel le plus significatif de la quinzaine dans le registre AES. Non pas parce qu'une carte d'identité est en soi un événement géopolitique, mais parce que sa délivrance en dehors du territoire national, dans une ambassade confédérale, démontre une chose : l'AES dispose désormais de la capacité technique et administrative de produire de la souveraineté au-delà des frontières nationales. La confédération ne se réduit plus à des déclarations communes et des sommes de subventions mutuelles ; elle fabrique des documents qui certifient l'existence de ses citoyens dans l'espace international. C'est l'acte fondateur de toute entité souveraine.

La carte biométrique de l'AES est reconnue dans l'espace Schengen. Le passeport confédéral est en cours de déploiement progressif. Ces deux réalités, rapprochées de la décision de la 2e session confédérale du 23 décembre 2025, montrent un rythme d'exécution de quatre mois entre la décision et le déploiement pilote. C'est un indicateur de capacité institutionnelle réelle.

La BCID-AES comme bras financier, l'UCT-AES comme gouvernance locale

La deuxième session ordinaire du Conseil d'administration de la Banque confédérale d'investissement et de développement (BCID-AES), tenue le 8 juin 2026 à Bamako, a validé le plan d'action prioritaire d'opérationnalisation. Dotée d'un capital initial estimé à 10 milliards de dollars, la banque est pensée comme un instrument d'autonomie vis-à-vis des bailleurs traditionnels. Son financement inclut un prélèvement confédéral de 0,5 % sur les importations non-AES, mécanisme de fiscalité commune directe.

Le 11 juin 2026, la création de l'Union des Collectivités Territoriales de l'AES (UCT-AES) à Niamey ajoute une brique supplémentaire à l'architecture confédérale, celle de la gouvernance locale. Les communes et régions des trois pays auront désormais un organe de coopération décentralisée dédié. C'est la reconnaissance que la confédération ne peut pas se construire uniquement par le haut : elle doit s'enraciner dans les territoires.

La force unifiée AES : montée en puissance et test de crédibilité manqué

La FU-AES, officiellement lancée en décembre 2025, a validé lors d'une réunion des chefs d'état-major en avril 2026 une montée en puissance des effectifs à 15 000 hommes. Le nouveau commandant, le général de brigade Maka Alassin Diara, a été reçu en audience par Assimi Goïta le 4 juin pour recevoir ses orientations. Mais un fait discordant perturbe ce tableau : lors des attaques d'avril 2026 contre des positions des forces maliennes, ni le Burkina Faso ni le Niger n'ont dépêché de troupes en appui. Ce silence militaire contredit la lettre de la Charte du Liptako-Gourma, qui consacre un devoir explicite d'assistance mutuelle.

Le glissement du JNIM : la contradiction au coeur du projet

La dynamique terroriste révèle l'angle mort le plus dangereux de la configuration AES. Le JNIM (Al-Qaïda au Sahel) a connu depuis début 2026 un glissement géographique documenté du Mali vers le Burkina Faso. Ce glissement n'est pas accidentel : il est en partie la conséquence de la pression exercée par Africa Corps et les FAMa au Mali, qui a eu pour effet de déplacer le groupe vers un voisin moins doté en capacités sécuritaires. Le Burkina Faso, qui assure la présidence tournante de la confédération, est ainsi exposé à une aggravation de la pression jihadiste au moment même où il porte le projet AES devant les opinions publiques de la région.

L'ouverture Bénin-Niger et la monnaie Sahel : deux signaux contradictoires

La visite du président béninois Romuald Wadagni à Niamey le 2 juin 2026 et la réouverture annoncée de la frontière Bénin-Niger envoient un signal de pragmatisme économique qui démontre que l'AES n'est pas condamnée à l'isolement régional. Le dégel avec le Bénin précède potentiellement d'autres normalisations avec le Togo et la Côte d'Ivoire. En revanche, le projet de monnaie commune "Sahel" demeure à l'état de discours. Les trois pays utilisent toujours le FCFA dans le cadre de l'UEMOA. Les techniciens ne sont pas encore autorisés à communiquer sur ce sujet.

Chiffres-clés : AES en juin 2026

Effectif FU-AES validé	15 000 hommes	<i>Journal du Mali, mai 2026</i>
Capital initial BCID-AES	10 milliards USD	<i>Afrimag, 10 juin 2026</i>
Coût carte biométrique AES	3 500 FCFA	<i>ORTM, 1er juin 2026</i>
Superficie confédérale	2,7 millions km²	<i>Données UA</i>
Population confédérale	environ 72 millions	<i>Données UA 2025</i>
Reconnaissance passeport AES	Espace Schengen (27 pays)	<i>Afrique Confidentielle, 9 juin 2026</i>

G R A N D E A N A L Y S E

La doctrine africaine de la transformation locale : premier laboratoire d'intelligence économique souveraine (2023-2026)

Par la rédaction de Noeïn & Cie

Une doctrine née de l'urgence, consolidée par la demande

L'intelligence économique souveraine n'était pas, jusqu'à récemment, une catégorie opératoire dans la politique des États africains. Elle était au mieux une aspiration rhétorique, au pire un emprunt terminologique aux concepts développés en France ou aux États-Unis sans enracinement institutionnel. Ce qui s'est passé entre 2023 et 2026 est différent : une série de décisions politiques nationales convergentes a produit, par accumulation, quelque chose qui ressemble à une doctrine africaine de la transformation locale des ressources critiques. Cette doctrine n'a pas été décidée en sommet continental, elle ne figure pas dans un plan d'action de l'UA. Elle existe pourtant, documentée par les décisions de 14 pays africains ayant instauré des restrictions à l'exportation de minerais bruts depuis 2023.

La dynamique a été lancée par l'Indonésie (2020) et la Russie (2021) sur le nickel et les produits semi-finis, qui ont démontré la viabilité économique de la contrainte à l'exportation comme levier de montée en gamme industrielle. Les gouvernements africains ont observé et tiré leurs propres conclusions. Le Zimbabwe a été le premier à franchir le pas décisif sur le lithium : en décembre 2022, Harare a interdit l'exportation de minerai de lithium brut. La décision a été renforcée le 25 février 2026 quand le ministre Kambamura a suspendu l'exportation de tous les minerais non transformés, lithium inclus, avançant d'un an le calendrier initialement prévu pour janvier 2027.

La réaction des opérateurs étrangers : adapter ou perdre

Ce qui rend la doctrine significative, ce n'est pas seulement qu'elle a été édictée. C'est qu'elle a contraint des opérateurs industriels parmi les plus puissants du monde à s'y adapter. Au Zimbabwe, les entreprises chinoises Huayou Cobalt et Sinomine, confrontées à l'interdiction d'exporter du concentré de lithium, ont investi environ 1 milliard de dollars dans des usines de transformation sur le sol zimbabwéen. La première cargaison de sulfate de lithium transformé sur sol africain a quitté la mine d'Arcadia en avril 2026. Le résultat est mesurable : les ventes de lithium zimbabwéen ont bondi de 2 % en volume mais de 106 % en valeur sur un an.

La gouvernance de la doctrine : ce qui manque encore

Mais la doctrine a des angles morts importants que la rigueur analytique impose de nommer. Premièrement, dans le cas zimbabwéen, les opérateurs industriels de la chaîne de valeur restent quasi exclusivement chinois. La transformation locale se fait sur sol africain, mais elle est opérée par des entreprises étrangères qui maîtrisent l'ensemble du continuum du lithium, de l'extraction au recyclage des batteries. Deuxièmement, la doctrine est portée par des États individuels qui négocient séparément avec les mêmes acteurs multilatéraux : Chine, États-Unis, UE. L'absence de coordination continentale sur les termes de la transformation locale est un manque structurel.

Les 14 pays africains ayant instauré des restrictions à l'export de minerais bruts depuis 2023

Zimbabwe (lithium, décembre 2022, renforcé février 2026), RDC (cobalt, quotas d'export, 2023-2024), Namibie (lithium, décret ministériel 2023), Ghana (or et lithium, mesures partielles 2024), Nigeria (lithium, draft de loi 2024), Gabon (manganèse, préférence locale 2023), Tanzanie (minéraux stratégiques, loi 2023), Kenya (sables minéraux, 2024), Mozambique (graphite, conditions de transformation 2024), Zambie (suspension temporaire taxe export cuivre, 2025-2026), RDC (coltan, mesures en cours 2025), Côte d'Ivoire (bauxite, négociations transformation locale 2025-2026), Cameroun (bauxite, 2025), Madagascar (graphite, mesures préliminaires 2024). Sources : ADN Politics / Radio Tandil

La guerre des normes : le vrai terrain de la souveraineté

La dimension la plus structurante, et la moins visible, de l'intelligence économique souveraine africaine concerne la guerre des normes. La compétition entre l'Europe, la Chine et les États-Unis pour définir les standards techniques, contractuels et de gouvernance qui déterminent l'appropriation de la valeur dans les chaînes de valeur africaines est, à nos yeux, le terrain décisif des prochaines années. Le cas zambien en est l'illustration parfaite : Lusaka a signé en 2025 un mémorandum d'entente avec Bruxelles pour devenir hub régional de batteries, tandis que des compagnies chinoises reprennent des mines en faillite et que des sociétés américaines proposent des accords d'exclusivité pour les gigafactories américaines. Chaque accord impose implicitement des normes différentes.

Vers une architecture africaine de l'intelligence économique souveraine

La quinzaine du 3 au 17 juin 2026 a livré plusieurs jalons de cette architecture en construction. Le programme PanAfGeo+ INVEST, lancé le 17 mars 2026 à Kinshasa, vise à renforcer la connaissance et la maîtrise des ressources minières par les Africains eux-mêmes. MOSIP, avec ses 185 millions d'identités numériques dans 29 pays, construit une infrastructure de données citoyennes dont les gouvernements africains conservent le contrôle. La BCID-AES, la ZLECAf avec son Fonds d'ajustement, le PAPSS : ce sont autant d'instruments qui réduisent la dépendance aux architectures financières extérieures.

Mais la principale lacune demeure : l'Afrique ne s'est pas encore dotée d'un dispositif continental d'analyse stratégique des offres des partenaires extérieurs. Cette lacune est la forme la plus persistante de l'asymétrie informationnelle africaine. Elle est aussi la plus soluble, pour peu que la volonté politique de la combler se cristallise.

La doctrine, premier acte. La gouvernance de l'information, deuxième acte.

La doctrine de transformation locale est le premier acte de l'intelligence économique souveraine africaine. Elle a prouvé qu'elle fonctionnait. Elle commence à essaimer : au Namibie, au Mozambique, au Gabon, en Côte d'Ivoire, des discussions sont en cours sur l'application de logiques similaires à d'autres ressources. Le deuxième acte est plus difficile. Il suppose de traiter l'information économique comme un bien public continental, de financer des capacités analytiques indépendantes des bailleurs, de créer des mécanismes de partage des données de négociation entre États, et de former les négociateurs africains aux standards juridiques, financiers et techniques que leurs contreparties maîtrisent depuis des décennies.

T R I B U N E

L'asymétrie informationnelle est notre première dépendance

Par Deve Maboungou

Directeur éditorial de Noeïn & Cie, analyste en intelligence économique et géopolitique africaine

Il est une dépendance dont on ne parle jamais dans les sommets africains, ni dans les rapports des institutions de Bretton Woods, ni dans les communiqués de l'Union africaine. Elle précède pourtant toutes les autres : la dépendance à l'information des autres.

De quelle information parlons-nous ?

Quand le Gabon a appris le 19 mai 2026 la date et les conditions de sa réintégration dans l'AGOA, c'est parce que Trump avait signé une proclamation présidentielle. Pas parce qu'un négociateur gabonais avait anticipé, calculé, préparé une posture de réponse. La même scène se répète, variant les acteurs et les décors, dans presque chaque accord bilatéral que les États africains concluent avec leurs partenaires extérieurs. La Chine dispose de services d'analyse commerciale sophistiqués. Les États-Unis ont la DFC, le Department of Commerce, le USTR. L'Union européenne déploie ses délégations et ses analyses d'impact. Qu'est-ce que l'Afrique déploie en face, collectivement ? La bonne volonté de ses diplomates. Et l'improvisation. L'asymétrie informationnelle est notre première dépendance, parce qu'elle est antérieure à toutes les autres.

La traçabilité comme premier remède

Ce qui rend l'asymétrie informationnelle aussi durable, c'est qu'elle est invisible. Elle ne produit pas de scandales, de manifestations, de crises institutionnelles. Elle produit des accords défavorables, des clauses de confidentialité qui opacifient les conditions, des engagements dont la non-exécution n'est pas sanctionnée. La traçabilité des engagements est donc le premier remède. Par traçabilité, j'entends la capacité, pour un État africain ou pour une institution continentale, de produire une trace documentée, accessible et analysable de tous les engagements pris par et envers les partenaires extérieurs : accords miniers, accords de financement, accords commerciaux, accords sécuritaires.

La conditionnalité africaine : renverser la grammaire

Depuis les indépendances, la conditionnalité a toujours été imposée de l'extérieur. Le FMI conditionne ses prêts à des réformes structurelles. La Banque mondiale conditionne ses financements à des plans de gestion des ressources. Tout cela est documenté, formalisé, institutionnalisé. Ce qui ne l'est pas, c'est la conditionnalité africaine : les termes que l'Afrique, en tant qu'acteur stratégique, poserait à ses partenaires en contrepartie de l'accès à ses ressources, à ses marchés, à ses données.

La doctrine zimbabwéenne de transformation locale est, à ce titre, une première conditionnalité africaine réelle. Harare a dit à Huayou : tu veux du lithium, tu construis l'usine ici. C'est une condition, pas un cadeau. Elle a été respectée parce que le rapport de force le permettait : le Zimbabwe possède les gisements, Huayou a besoin du lithium. La question est donc de savoir comment étendre cette logique au-delà du lithium zimbabwéen, à l'ensemble des ressources africaines critiques, dans un cadre continental coordonné.

La souveraineté informationnelle comme architecture, pas comme slogan

Je terminerai par cette observation : la souveraineté informationnelle est devenue un slogan dans les discours des chefs d'État africains. Elle désigne, selon les cas, le refus de la censure extérieure, la protection des données nationales, la construction de médias africains indépendants, ou le développement de modèles d'intelligence artificielle en langues africaines. Tout cela est juste. Mais la souveraineté informationnelle au sens de l'intelligence économique souveraine, c'est-à-dire la capacité d'un État à collecter, analyser et utiliser l'information stratégique dans ses processus de décision économique et diplomatique, reste le parent pauvre de toutes ces définitions.

Noeïn & Cie existe précisément pour contribuer à cette infrastructure cognitive. Chaque brève de ce bulletin, chaque analyse transversale, chaque dossier de fond sont des fragments d'une cartographie stratégique que nous espérons utile à ceux qui, dans les ministères, les institutions financières, les organisations régionales et les entreprises africaines, travaillent à ce que la prochaine décennie soit celle de la souveraineté effective.

Deve Mabougou

Directeur éditorial de Noeïn & Cie. Analyste en intelligence économique et géopolitique africaine, il a travaillé comme consultant pour des institutions financières africaines et des organisations régionales. Il tient la tribune doctrinale du Bulletin d'Information Afrique depuis sa fondation. Contact : redaction@noein-cie.com

Deve Mabougou

Fondateur & Président, Noeïn & Cie

D O S S I E R

L'intelligence économique souveraine en Afrique : doctrine, dispositifs, acteurs, frontières (2023-2026)

Chapeau. L'intelligence économique souveraine africaine n'est pas une théorie académique. C'est une réalité documentée, partielle, inégale, mais réelle : depuis 2023, au moins 14 États africains ont pris des décisions de politique économique qui relèvent de ce qu'on pourrait appeler une doctrine de la captation de valeur sur les ressources critiques. Le présent dossier trace la cartographie de cette doctrine : ses acteurs, ses dispositifs, ses réussites, ses limites et ses chantiers prioritaires pour la décennie 2026-2036.

Dossier préparé par la rédaction de Noeïn & Cie

I. Qu'est-ce que l'intelligence économique souveraine ? Définition opératoire

L'intelligence économique souveraine désigne, dans le contexte africain, l'ensemble des capacités qu'un État ou un ensemble d'États déploie pour identifier, analyser et utiliser l'information stratégique dans ses processus de décision économique et diplomatique, avec pour objectif de maximiser la captation de valeur sur ses ressources naturelles, humaines et informationnelles face à des acteurs extérieurs disposant d'avantages informationnels structurels.

Cette définition se distingue de la simple "politique industrielle" par son insistance sur la dimension informationnelle : la maîtrise de l'information est le préalable à toute politique industrielle efficace. Elle se distingue du "nationalisme de ressources" rhétorique par sa rigueur : elle suppose des institutions, des méthodes et des outils, pas seulement des discours.

Les 14 pays africains ayant instauré des restrictions à l'export de minerais bruts depuis 2023

Zimbabwe (lithium, décembre 2022, renforcé février 2026), RDC (cobalt, quotas d'export, 2023-2024), Namibie (lithium, décret ministériel 2023), Ghana (or et lithium, mesures partielles 2024), Nigeria (lithium, draft de loi 2024), Gabon (manganèse, préférence locale 2023), Tanzanie (minéraux stratégiques, loi 2023), Kenya (sables minéraux, 2024), Mozambique (graphite, conditions de transformation 2024), Zambie (2025-2026), RDC (coltan, 2025), Côte d'Ivoire (bauxite, 2025-2026), Cameroun (bauxite, 2025), Madagascar (graphite, 2024). Sources : ADN Politics / Radio Tandil

II. La doctrine de transformation locale : genèse et consolidation (2022-2026)

La doctrine de transformation locale des minerais critiques en Afrique a une généalogie précise. Elle commence avec l'observation des politiques indonésiennes (interdiction d'export de nickel brut, 2020) et des politiques chinoises (contrôle des exportations de terres rares, depuis 2010) : deux précédents de pays du Sud qui ont utilisé leur position de producteurs dominants pour forcer une montée en gamme industrielle.

La traduction africaine commence au Zimbabwe. La décision de décembre 2022 d'interdire l'export de minerai de lithium brut, maintenue et renforcée en 2026, a produit en trois ans des résultats qui valident l'approche : 106 % de hausse en valeur des ventes de lithium sur un an, 1 milliard de dollars d'investissements en usines de transformation sur le sol zimbabwéen, première cargaison de sulfate de lithium transformé en Afrique expédiée en avril 2026.

En RDC, la création de l'Entreprise générale du cobalt (EGC) répond à une logique complémentaire : non plus seulement contraindre la transformation locale, mais contrôler les flux d'exportation pour influencer sur l'offre mondiale et donc sur les prix. La RDC représente plus de 70 % de la production mondiale de cobalt. La valeur du cobalt brut est de 5,8 USD/kg contre 16,2 USD/kg après raffinage.

III. Les dispositifs institutionnels de l'intelligence économique africaine

La doctrine de transformation locale est le dispositif le plus avancé de l'IE africaine, mais il n'est pas isolé. Le PAPSS, avec 16 banques centrales membres et 3,2 milliards de dollars mensuels traités, est un dispositif de réduction de la dépendance au dollar dans les transactions intra-africaines. Les huit protocoles de la ZLECAf constituent un cadre normatif africain pour les échanges commerciaux, dont le protocole sur le commerce numérique définit les règles africaines pour les flux de données transfrontaliers. La BCID-AES, avec son capital initial de 10 milliards de dollars, est un dispositif de financement qui court-circuite la dépendance aux institutions de Bretton Woods.

Les institutions africaines d'intelligence économique émergentes

Parmi les institutions africaines développant explicitement des capacités d'IE : l'EGC (Entreprise générale du cobalt, RDC), la Chambre africaine de l'énergie, l'Afreximbank avec son rapport African Trade and Economic Outlook, la BAD avec son Observatoire des marchés des minerais critiques (en cours de création), le Policy Center for the New South (Maroc), le SAIIA (South African Institute of International Affairs), l'ISS (Institute for Security Studies), le Timbuktu Institute. Ces institutions produisent de l'analyse indépendante, mais restent insuffisamment outillées pour une analyse comparative systématique des accords bilatéraux conclus par les États africains avec les puissances extérieures. Sources : veilles N°07 Noeïn & Cie

IV. Les acteurs extérieurs face à la doctrine africaine : adaptations et résistances

La montée en puissance de la doctrine africaine de transformation locale a suscité des réponses différenciées chez les acteurs extérieurs. Face à la doctrine zimbabwéenne, les entreprises chinoises (Huayou, Sinomine) ont choisi l'adaptation : construire les usines de transformation sur le sol africain, continuer de maîtriser la chaîne industrielle en tant qu'opérateurs. L'administration Trump a répondu par une logique différente : les "Accords de Washington" de décembre 2025 ont formalisé l'accès américain aux minerais congolais en échange d'engagements sécuritaires dans l'est de la RDC. Bruxelles réplique par l'instrument normatif : le Règlement européen sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement impose aux entreprises européennes des standards ESG pour les minerais africains importés.

V. Les angles morts de la doctrine : ce qui reste à construire

La doctrine africaine de transformation locale a cinq angles morts principaux. Premièrement, l'absence de coordination continentale : les 14 pays ayant instauré des restrictions à l'export ont agi individuellement, sans cadre continental harmonisé. Deuxièmement, la prédation des données africaines pour l'IA : la captation de données africaines pour l'entraînement de modèles d'IA par des acteurs étrangers n'est pas régulée. Troisièmement, l'asymétrie dans la négociation des accords. Quatrièmement, la fragilité des mécanismes de contrôle de l'exécution des engagements industriels. Cinquièmement, l'absence de mutualisation du renseignement économique intra-africain.

Valeur ajoutée : ce que l'Afrique laisse sur la table

Quelques ordres de grandeur pour mesurer l'enjeu de la transformation locale : cobalt brut 5,8 USD/kg contre 16,2 USD/kg après raffinage (RDC) ; lithium concentré environ 6-8 USD/kg contre 15-20 USD/kg pour le sulfate (Zimbabwe) ; cuivre concentré environ 3 500-4 000 USD/t contre 8 000-9 000 USD/t pour le cuivre raffiné (Zambie). Pour les quatre principaux minerais critiques (cuivre, nickel, cobalt, lithium), les revenus potentiels sur 25 ans sont estimés à 16 000 milliards de dollars pour l'Afrique subsaharienne, dont celle-ci pourrait capter "plus de 10 %" (soit 1 600 milliards) selon la SADC. L'Afrique en capte actuellement environ 2 % de la valeur finale de la chaîne des batteries lithium-ion. Source : BANKABLE Africa, 2 juin 2026

VI. Chantiers prioritaires pour la décennie 2026-2036

La décennie de l'UA sur les réparations (2026-2036) pourrait aussi, au-delà de son mandat historique, être la décennie de l'intelligence économique souveraine africaine. Cinq chantiers semblent prioritaires : (1) Créer un Observatoire continental des accords de ressources critiques sous mandat UA-BAD, financé par un prélèvement de 0,01 % sur la valeur des exportations de ressources critiques africaines. (2) Développer un cadre continental harmonisé de la transformation locale. (3) Adopter un cadre africain de gouvernance des données d'entraînement de l'IA, imposant aux hyperscalers une contrepartie économique. (4) Financer des programmes de formation de négociateurs économiques africains. (5) Mutualiser le renseignement économique intra-africain en créant une plateforme sécurisée de partage des analyses de marché.

Ces cinq chantiers ne supposent pas de rupture diplomatique, pas de nationalisation massive, pas de retrait des accords en cours. Ils supposent une chose plus difficile : la volonté politique d'investir dans les capacités cognitives collectives de l'Afrique, en reconnaissant que la prochaine dépendance, si on ne la prévient pas, sera informationnelle.

Bibliographie sélective

1. BAD · [African Economic Outlook 2026](#) · mai 2026
2. BANKABLE Africa · [Minerais critiques : 15 millions d'euros pour aider la SADC à capter plus de valeur](#) · 2 juin 2026
3. ADN Politics · [La guerre des normes : comment l'Europe, la Chine et les États-Unis se disputent l'âme verte de l'Afrique](#) · 28 mai 2026
4. Carnegie Endowment · [AGOA, Africa Trade, Tariffs Reform](#) · mai 2026
5. Africa Center for Strategic Studies · [Widening Scope of Africa's Militant Islamist Groups 2026](#) · mai 2026
6. Timbuktu Institute · [Afrique-Chine : enjeux stratégiques d'une ouverture commerciale sans précédent](#) · 2026
7. MOSIP · [Progress Report 2026](#) · 2026
8. The Zimbabwean · [How Zimbabwe got China to pour in a billion dollars into value-added lithium investments](#) · mai 2026

Agenda des Deux Prochaines Semaines

17-19

J U I N

Conférence "Next Steps" sur la justice réparatrice (Accra)

Accra, Ghana · Mahama, Macron, Mottley, Faye, 80 pays, UA, CARICOM. Premier cadre mondial de réparations depuis la résolution ONU de mars 2026.

[Source : GBC Ghana](#)

18

J U I N

Sommet CEDEAO (Conférence des chefs d'État)

Abuja, Nigeria · Rapport Kouyaté AES-CEDEAO, candidature du général Birame Diop à la Commission, dossiers sécuritaires.

[Source : Financial Afrik](#)

24-25

J U I N

49e Session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA

El Alamein, Égypte · 55 ministres des Affaires étrangères. ZLECAf, réformes UA, budget, dossiers de paix et sécurité.

[Source : Union africaine](#)

24-27

J U I N

8e Réunion de coordination mi-année UA-CER-MR (MYCM)

El Alamein, Égypte · UA, 8 CER, AUDA-NEPAD, Secrétariat ZLECAf. Architecture africaine de paix et intégration. Africa Business Summit inaugural.

[Source : Union africaine](#)

25-26

J U I N

Forum de l'investissement de Tunis

Tunis, Tunisie · Wamkele Mene (ZLECAf), investisseurs, ZLECAf position Tunisie.

[Source : managers.tn](#)

27

J U I N

Fin des consultations EAC sur la Constitution fédérale (Rwanda)

Nyagatare, Rwanda · Processus de constitution de la Confédération politique est-africaine, lancé le 15 juin.

[Source : EAC](#)

30 Juin

- 3 J U I L .

ITU CyberDrill inter-régional Afrique-États arabes

Victoria Falls, Zimbabwe · POTRAZ, CSIRT africains et arabes. Test de coordination cyber transfrontalière, BGP hijacking, attaques câbles sous-marins.

[Source : UIT](#)

9-11

J U I L .

Mini-sommet Trump-Afrique (Maison-Blanche)

Washington, États-Unis · Trump + présidents Sénégal, Gabon, Mauritanie, Liberia, Guinée-Bissau. Agenda minéraux critiques.

[Source : Quotidien Numérique](#)

Juillet

2026

Sommet CEDEAO extraordinaire

Abuja, Nigeria · Approbation de la candidature du général Birame Diop à la présidence de la Commission de la CEDEAO.

[Source : CEDEAO](#)

Été

2026

Suivi accord RDC-Rwanda (processus Doha/Washington)

Format multi-site · Tshisekedi, Kagame, USA, Qatar, Togo. DDR, retrait des forces, garanties sur les FDLR.

[Source : Security Council Report](#)

28-29

OCT.

3e Sommet Russie-Afrique

Moscou, Russie · Orientation délibérément économique. Échanges Russie-Afrique à 27 milliards USD en 2025. Nucléaire civil, céréales, sécurité.

[Source : TASS](#)

12-13

SEPT.

18e Sommet BRICS (New Delhi)

New Delhi, Inde · 11 membres, présidence indienne thème BRICS+. Nouvelles adhésions potentielles (Zimbabwe, Nigeria). BRICS Pay.

[Source : Carnegie Endowment](#)

LE SAVIEZ-VOUS ?

230 milliards de dollars d'échanges intra-africains en 2025 (+10 % par an). Les échanges commerciaux entre pays africains progressent à un rythme de 10 % par an depuis l'entrée en vigueur effective du PAPSS et la réduction progressive des barrières non tarifaires dans le cadre de la ZLECAf. En 2026, ils devraient atteindre 230 milliards de dollars, contre 210 milliards en 2025. À titre de comparaison, l'Union européenne réalise 70 % de ses échanges en interne. La cible africaine n'est pas l'autarcie, mais la diversification : réduire la dépendance aux marchés extérieurs pour les matières premières non transformées tout en augmentant les flux de produits à plus forte valeur ajoutée entre pays africains. Source : Economie du Cameroun, 16 juin 2026.

LE SAVIEZ-VOUS ?

104,6 milliards de dollars de transferts diasporiques en 2024 : plus que l'APD reçue par l'Afrique. Pour la première fois documentée, les remittances de la diaspora africaine vers le continent (104,6 milliards de dollars en 2024, hausse de 14 %) dépassent l'aide publique au développement reçue par l'Afrique, et représentent environ 3,5 fois l'investissement direct étranger reçu la même année. Cette inversion des hiérarchies du financement extérieur place la diaspora africaine comme premier bailleur structurel du continent. La question politique qui s'ensuit est de savoir comment lui accorder un poids décisionnel correspondant dans la gouvernance des institutions africaines. Source : BAD, 3 avril 2026.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Convention de Malabo : 21 ratifications sur 55 États membres de l'UA, dix ans après son adoption en 2014. La Convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles reste ratifiée par moins de 40 % du continent. L'absence des cinq plus grandes économies africaines (Nigeria, Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Kenya) dans la liste des ratifiant constitue une lacune structurelle critique pour toute architecture africaine de coopération judiciaire en cybersécurité. Chaque année supplémentaire sans ratification universelle élargit la fenêtre d'impunité pour les cybercriminels qui opèrent en profitant de la fragmentation normative africaine. Source : Orishas Finance, Convention de Malabo, 13 mai 2026.

S R U B R I Q U E

Ressources & Publications

- 1. Banque africaine de développement [African Economic Outlook 2026 : "Mobiliser des ressources à grande échelle pour le financement du développement de l'Afrique dans un monde fragmenté"](#)** · mai 2026. Projections de croissance régionalisées, analyse du déficit de financement (1 300 milliards USD/an), données sur l'inflation et les flux de capitaux.
- 2. Banque mondiale [Global Economic Prospects, juin 2026](#)** · juin 2026. Révision à la baisse de la croissance africaine subsaharienne à 4,0 %. Lecture indispensable pour comparer avec les projections de la BAD et du FMI.
- 3. Africa Center for Strategic Studies [Widening Scope of Africa's Militant Islamist Groups 2026](#)** · mai 2026. La cartographie la plus complète de la menace terroriste sur le continent : 4 000 événements violents documentés en 2025, glissement géographique du JNIM vers le Burkina Faso.
- 4. All Eyes on Wagner [A New Chef in the Kitchen : The SVR Takes Control of Wagner's Influence Branch for Offensive Operations in the Global South](#)** · 14 février 2026. L'investigation de référence sur la reprise des opérations d'influence africaines de Wagner par le SVR russe.
- 5. Carnegie Endowment for International Peace [Managing Divergence : India's BRICS Presidency in 2026](#)** · juin 2026. L'analyse la plus rigoureuse de la présidence indienne des BRICS+ : enjeux des nouvelles adhésions, BRICS Pay, tensions internes du bloc.
- 6. Afrique Confidentielle [Corridor de Lobito : la guerre des rails et du cuivre que se livrent Washington et Pékin](#)** · juin 2026. L'analyse stratégique la plus complète sur le corridor de Lobito, avec la structure de financement détaillée et les contre-mouvements chinois.
- 7. GSMA [Pleias and GSMA launch CommonLingua, an open-source language identification model supporting 61 African languages](#)** · 28 avril 2026. Le lancement de la première initiative d'IA ouverte centrée sur les langues africaines.
- 8. The Zimbabwean [How Zimbabwe got China to pour in a billion dollars into value-added lithium investments](#)** · mai 2026. Le récit de politique économique le plus instructif de la période : comment Harare a transformé une interdiction d'export en levier d'attraction d'investissements industriels.
- 9. Timbuktu Institute [Afrique-Chine : enjeux stratégiques d'une ouverture commerciale sans précédent](#)** · 2026. L'analyse du think tank sénégalais sur les implications de l'offre de zéro droit de douane pour 53 pays africains : opportunités, risques de dépendance commerciale accrue.
- 10. Institut de sécurité (ISS Africa) [Monitor Africa \(podcast bi-mensuel\)](#)** · juin 2026. La meilleure production audio africaine de géopolitique continentale : couverture des crises actives (Soudan, RDC, Sahel), analyse institutionnelle, entretiens avec des praticiens.

Nos services · Accompagner les décideurs

Noein & Cie met son expertise au service des institutions, des gouvernements, des entreprises et des chercheurs qui placent la souveraineté africaine au coeur de leur action.

VEILLE **Veille stratégique sur mesure**

Notes bi-mensuelles confidentielles, alertes signaux faibles, dossiers pays et synthèses sectorielles pour cabinets, ministères et directions générales.

CONSEIL **Conseil en intelligence économique**

Diagnostic IE, structuration de cellules d'analyse souveraines, accompagnement à la décision sur dossiers stratégiques et négociations bilatérales.

FORMATION **Formation & conférences**

Cycles exécutifs, masterclasses doctrinales et conférences sur la géopolitique africaine, l'IE souveraine et la diplomatie économique.

RELATIONS **Relations institutionnelles**

Mise en relation avec les acteurs clés du continent, organisation de rencontres bilatérales et appui protocolaire pour vos démarches africaines.

ÉVALUATION **Évaluation des politiques publiques pour l'Afrique**

Analyses d'impact, revues stratégiques et ateliers de renforcement de capacités destinés aux élus, hauts fonctionnaires et cadres de l'administration africaine : conception, suivi et évaluation des politiques publiques au service de la souveraineté décisionnelle.

É C H A N G E R A V E C N O T R E É Q U I P E

Mission, intervention ou abonnement premium www.noein-cie.com · redaction@noein-cie.com

Noein & Cie. Expertise · Cabinet de conseil stratégique · Intelligence économique · Relations internationales · 102 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
 Directeur éditorial : Deve Maboungou · Bulletin édité tous les quinze jours (vendredi) · SIRET 938 138 807 0001 · RCS Paris B 938 138 807 · © 2026 Noein & Cie. Tous droits réservés.